

ÉDITO

Voici les premières chroniques photovoltaïques des Alpes du Sud, un recueil d'écrits hétéroclytes pour dire notre attachement et notre solidarité à cette terre. Cette terre que l'on ravage pour y produire de l'énergie et surtout des profits.

Merci à tous les contributeurs et contributrices pour leurs réflexions, témoignages, leur expression artistique ou poétique et leurs questions. Les retardataires chroniques qui ne nous ont pas contactés devront attendre la prochaine parution.



Le Collectif Citoyen pour un Autre Photovoltaïque dans les Alpes du Sud

Appel à participation à un recueil collectif

à l'occasion du week-end
**LE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL
DANS LE BUECH
EN QUESTION**
les 26 & 27
avril 2025

Nous faisons face ici dans les Alpes du Sud à des projets de plus en plus nombreux de parcs photovoltaïques industriels qui menacent nos terres naturelles, agricoles et forestières. Certains aboutissent malgré les résistances des citoyens, transformant nos horizons, ravageant le monde vivant sur des dizaines d'hectares.

A VOS PLUMES ET CRAYONS ouvert à tous

Cette réalité questionne notre position en tant qu'humain sur cette terre et notre relation au monde vivant. Elle révèle aussi bien d'autres choses sur notre société, ses besoins en énergie, les inégalités territoriales, etc.

est à vous, auteurs, poètes, photographes, illustrateurs et créateurs de tous horizons, que nous faisons appel ! Laissez libre cours à votre créativité pour interroger, rêver, dénoncer ou simplement témoigner.

chronique Nous voudrions poser un regard collectif sur cette réalité en y apportant nos convictions, nos rêves, et l'histoire de nos luttes. Et nos questions aussi!

photo Délai de dépôt: 25 mars 2025 (retardataires chroniques nous consulter)

poésie

nouvelle

illustration

Contact:
Collectif Citoyen pour un Autre Photovoltaïque dans les Alpes du Sud
ccapas@etik.com

Adresse : CCAPAS, 2 Chemin du Rousset 05300 Laragne Monteglin

sur le thème de la prolifération des parcs photovoltaïques dans les zones naturelles, forestières et agricoles des Alpes du Sud

de pages maximum: 4 si possible! Chaque auteur aura un exemplaire, le reste sera vendu au profit du CCAPAS

L'édition est prévue en format A5, en noir et blanc. Nombre

Coteaux épluchés
soleils noirs en lamelles
nos chanterelles ?

Parcours des bergers
sillons d'industries
qui choisira l'avenir ?

Les forêts rasées
ordures et boues déversées
oh ! mon refuge !



Martine de Laragne



1 : Il y a un impact significatif des centrales Photovoltaïques (PV) au sol sur la biodiversité.

VRAI FAUX

2 : Les centrales PV au sol ont pour conséquence l'artificialisation des sols.

VRAI FAUX

3 : Il est possible de réaliser les objectifs PV de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) uniquement sur les toitures et les zones déjà artificialisées.

VRAI FAUX

4 : La filière du PV respecte-t-elle la loi concernant les demandes d'autorisation de destruction d'espèces protégées ?

OUI NON

5 : L'Etat contrôle-t-il effectivement le respect de la loi?

OUI NON

6 : Les milieux naturels, agricoles et forestiers sont- réellement menacés par le développement du PV.

VRAI FAUX

7 : Les études initiales concernant la biodiversité sont-elles faites avec honnêteté et sérieux ?

OUI NON

8 : L' « agrivoltaïsme » est compatible avec l'agriculture paysanne et les intérêts des agriculteurs ?

VRAI FAUX

9 : L' « agrivoltaïsme » permet d'améliorer les rendements agricoles.

VRAI FAUX

10 : Les installations « agrivoltaïques sont une solution face au changement climatique.

VRAI FAUX

TÉMOIGNAGE SUR UN PROJET AGRIVOLTAÏQUE

Le projet,

Début décembre, mon voisin me laisse un message m'annonçant un grand projet et me propose de venir en parler. Curieux par nature, je me demande bien de quoi peut-il s'agir.

Lors de notre entrevue, il me présente avec beaucoup d'enthousiasme la possibilité d'installer un parc Agrivoltaïque sur son champ. Mon voisin est agriculteur et cherche à améliorer ses revenus. L'opportunité qui se présente à lui, et en fait, qui lui est présentée par les promoteurs de ces installations, repose sur la situation cadastrale et la surface de ce champ : 20 hectares d'un seul tenant, appartenant à un seul agriculteur. De plus, le maire du village est un grand partisan des installations photovoltaïques. À côté de l'ampleur du projet, ma maison ne représente qu'une mini parcelle de 2 000 m² enclavée au bord de ce champ.

Ma réaction,

Sur le coup, j'encaisse les informations. Des mâts de 4 m de haut, plantés tous les 12 mètres, des panneaux photovoltaïques en haut des mâts dont les surfaces ne sont pas précisées, orientables pour suivre le soleil. L'idée est présentée comme séduisante et proche de la quadrature du cercle : production d'électricité décarbonnée, maintien de l'activité agricole sous les panneaux, environnement préservé par la plantation de haies, revenus élevés sous forme de loyers pour le propriétaire des terres. Et donc, pourquoi s'en priver puisque c'est bon pour la planète et que personne ne sera dérangé ?

Adeptes de la réflexion avant l'action, je réfléchis à la réalité du projet. Je cherche de l'information et j'attends que mes voisins soient aussi informés, ne voulant pas être le messenger d'une mauvaise nouvelle. Mes premières pensées sont très négatives. Je regarde par la fenêtre et j'imagine avoir une forêt de poteaux à 12 mètres de la maison à la place d'un bel horizon champêtre.

J'en parle avec mes enfants et eux aussi considèrent le projet comme une catastrophe. Ensuite, le voisinage se mobilise pour multiplier les sources d'information et rechercher des personnes ressources aptes à défendre notre quartier. Un groupe WhatsApp se constitue.

Mes axes de réflexion,

Réflexion sur les droits de la propriété. Il est communément admis que chacun est maître chez soi et fait ce qu'il y veut. Néanmoins, ce droit possède déjà des restrictions.

La question posée par ce projet touche le paysage du quartier, ses qualités esthétiques, des émotions liées au bien être, une nature déjà transformée mais qui reste rurale, qui tranche par son calme et son aspect paisible.

Ce projet va installer un aménagement de type industriel au cœur d'un environnement plutôt préservé. L'agriculteur possède de très bonnes raisons personnelles de promouvoir son projet mais est-il au bon endroit ? Est-il dimensionné à la hauteur des lieux ?

Au delà, il peut représenter juste le début d'un projet plus vaste. Il peut s'installer sur d'autres espaces de culture du quartier. Ce projet peut se révéler comme un cheval de Troie ou un petit doigt qui entre dans l'engrenage et qui englutit tout ce qui suit. Où pourra-t-il s'arrêter ?

La propriété de ces terres peut-elle balayer toutes ces questions d'un simple revers de la main ?

Eco système et micro social locaux,

Le quartier n'est pas simplement d'une juxtaposition de terres, d'habitations et d'exploitations. Il existe une vie sociale, peut-être microscopique mais réelle et vécue comme telle par un certain nombre de résidents et/ou exploitants. En atteste la fête des voisins très attendue chaque année. Cette vie sociale est constituée par des discussions, des dépannages, des échanges de bons plans, de la sympathie à priori ou de l'empathie, de la solidarité et parfois aussi des incompréhensions.

Un tel lieu d'interactions est fragile et chacun s'emploie à le cultiver si il y tient. L'émergence de ce projet va non seulement impacter le paysage d'une force incomparable mais il va aussi raboter en profondeur l'ensemble des relations humaines locales.

Je note au passage que l'approbation du projet par le maire du village (à titre personnel, nous a-t-il précisé lors de notre entrevue) sans consultation des

intéressés ne relève pas le niveau de la prise en compte des lieux et de ses habitants.

L'envers de l'évidence

Le projet annoncé s'appuie sur une « évidence partagée » du besoin de décarboner l'économie et la production d'énergie. Les grands principes paraissent intouchables, incontestables, s'imposer d'eux mêmes. Toute contestation relèverait d'individus mal informés, adeptes d'une régression qualifiée d'irresponsable, allant dans le sens inverse des objectifs qu'ils se donnent eux mêmes.

Qui peut être contre le beau temps, la paix, la démocratie, le progrès, la modernité. De grandes innovations techniques et/ou technologiques ont façonné le monde, comme la machine à vapeur, l'électricité, le nucléaire, le numérique... Aujourd'hui, la réflexion nous conduit à penser que ces innovations ne sont ni bonnes ni mauvaises en tant que telles, mais ce sont leurs utilisations qui les conduisent à des valeurs sociale, économique, écologique, géo politique qui, elles, peuvent être remises en cause.

Justifier un tel projet au nom de l'intérêt général n'est pas acceptable.

Peux on faire aux autres ce qu'on ne se fait pas

En ce qui me concerne, l'impact du projet est majeur. J'ai investi dans ma maison comme un aboutissement et c'est mon patrimoine quasi exclusif. C'est une qualité de vie construite comme j'ai pu la décrire plus avant qui va se restreindre. C'est un patrimoine financier qui va perdre de sa valeur. C'est un patrimoine affectif à transmettre à mes enfants. Dans l'imaginaire des parents, l'importance de la transmission du patrimoine tient une grande place. Pour les enfants, le plaisir de s'y rendre en vacances, de se projeter à l'avenir fait partie aussi de ce patrimoine affectif et il va tout simplement disparaître.

Comment passer ce patrimoine financier et affectif par pertes et profits ?

A l'inverse, l'environnement personnel du promoteur n'est en rien affecté. Penser l'ailleurs sans ses habitants, utiliser des espace extérieurs qui en étant



externes à soi, le seraient à tout le monde, ne pas prendre en compte autrui, c'est nier leurs existences, c'est renoncer aussi à sa propre humanité.

Le dénouement

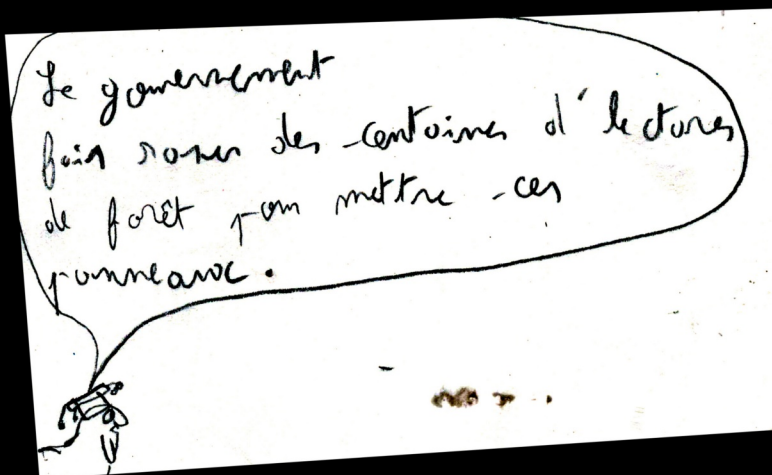
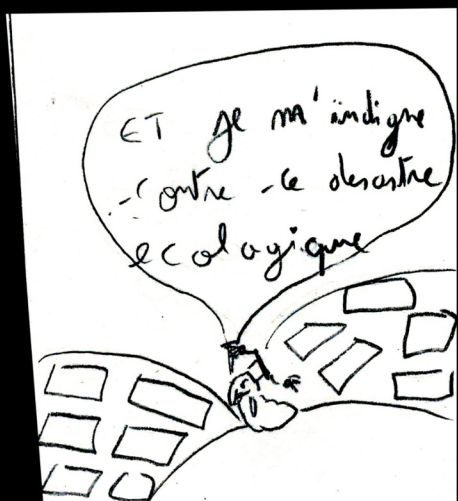
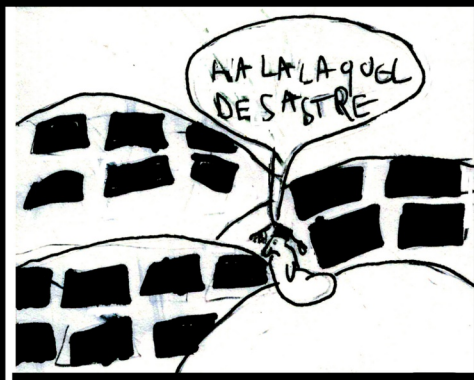
Fin janvier, après presque deux mois d'inquiétude, d'incompréhension, de colère partagées par le voisinage (7 familles directement impactées), j'ai la chance de rencontrer mon voisin agriculteur. Comme c'est un ami et qu'on a déjà eu l'occasion de partager des points de vue auparavant, je me décide à lui expliquer en quoi son projet est négatif en terme d'environnement local, de dégradation des relations sociales, du devenir de nos patrimoines. Je m'appuie aussi sur des thématiques issues de la philosophie morale comme les notions de qualité humaine, des traces que nous laissons, de hiérarchie des valeurs.

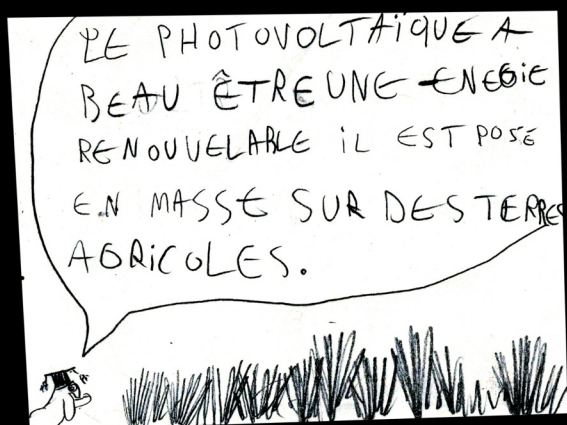
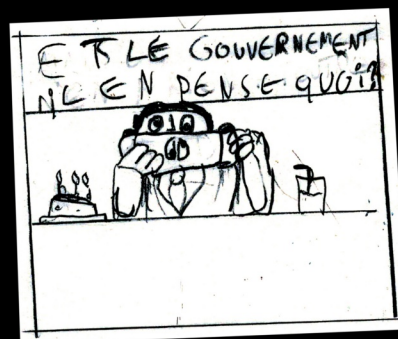
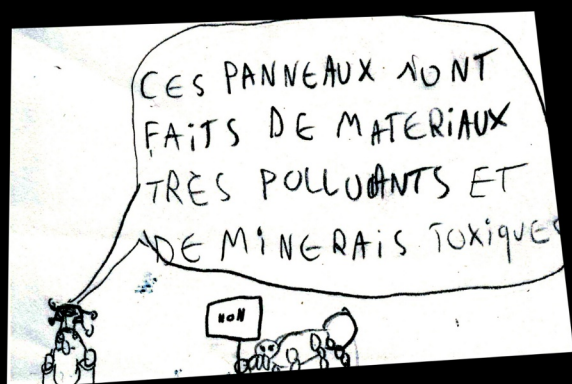
C'est au cours de cet entretien que notre voisin change d'avis. Ce que je lui expose vient décaper la couche bienfaisante et inoffensive que les promoteurs ont appliquée à leur projet. Il faut saluer bien bas sa compréhension des enjeux, son courage de renoncer et son message d'excuses à tous les voisins.

Pour réussir un projet, il vaut mieux faire confiance à l'environnement social local dans une démarche de Co construction. L'idée d'adapter un projet au milieu local en terme de dimensionnement, d'emplacement, avec une co-opération des acteurs locaux à priori, représente la garantie d'obtenir un résultat partagé.



un habitant des Alpes du Sud qui a souhaité conserver l'anonymat pour éviter tout conflit et assurer la discrétion aux acteurs de cet évènement





Lou, 13 ans

TRIBUNE

Photovoltaïque sur des terres naturelles, agricoles ou forestières :
nous ne tomberons pas dans le panneau !

Nous, organisations en lutte contre les centrales photovoltaïques sur les terres agricoles, naturelles, forestières et en milieux aquatiques, refusons les dérives des énergies renouvelables prises dans des logiques de marché.

Nous récusons le terme « agrivoltaïsme », qui relève du marketing et vise à légitimer un opportunisme foncier et financier dans un contexte difficile pour le monde paysan. « L'agrivoltaïsme » éloigne de l'autonomie : il ajoute à la dépendance au complexe agro-industriel (industries de la grande distribution, des engrais, pesticides et semences, machines agricoles, banques, organisations syndicales défendant leurs intérêts...) une autre dépendance plus moderne, car porteuse de l'image de l'énergie renouvelable.

Nous dénonçons la diversion introduite dans la loi d'Accélération des Énergies renouvelables (AER) qui permet de distinguer un « agrivoltaïsme » soi-disant en synergie avec l'agriculture, d'un autre photovoltaïque qui irait sur des terres dites « incultes ». Or d'une part ces deux catégories relèvent de la même pratique marketing permettant aux industriels de s'accaparer du foncier, et d'autre part « c'est bien sur des terres considérées comme pauvres que s'est en grande partie développé l'élevage »(1). Et alors même que les lobbies œuvrent afin que les textes légaux considèrent de moins en moins ce phénomène comme de l'artificialisation : « on va vous louer le volume d'air au-dessus de votre parcelle pendant trente ans »(2) déclare ainsi cyniquement un prospecteur, nous affirmons que des tonnes de métal dénaturent les espaces agricoles, naturels et forestiers. Et quand bien même dans leurs discours, la production d'électricité est cyniquement présentée comme étant « secondaire », tandis que le but premier serait d'aider l'agriculture face au changement climatique en créant de l'ombre, nous affirmons que la rente issue de la production d'électricité est bien l'unique raison de ces projets. Surtout, il est passé sous silence qu'« en terme de résilience, les pratiques agroécologiques de couverture du sol, d'amortissement climatique avec des arbres, de diversification en réduisant la monoculture et la densité de plantation des fruitiers apportent plus de sursis que des panneaux »(3).

Alors que la Loi AER permettra de cumuler les coupes-rases de forêts de 25 hectares pour y mettre des panneaux, nous déplorons l'idéologie productiviste de parlementaires qui considèrent que « certaines terres classées forestières sont d'une telle pauvreté et d'une telle médiocrité qu'un arbitrage pourrait justifier qu'on y installe un parc photovoltaïque »(4). Pourtant, de par l'incroyable biodiversité qu'elles recèlent, leurs beautés et leurs rôles essentiels, ces zones sont un patrimoine irremplaçable. Et quand bien même les panneaux seraient un jour retirés et que l'évolution du climat le permette, il faudrait des centaines d'années pour recréer un écosystème aussi riche.

Nous dénonçons également les conflits d'intérêts des chambres d'agriculture. Ces dernières peuvent demander 20 000 euros par projet pour réaliser l'audit, puis 50 euros par hectare et par an pour suivre le projet, ainsi que 1500 euros par mégawatt installé en compensation de l'artificialisation des terres agricoles (5). D'ailleurs, pourquoi compenser financièrement, alors même que les thuriféraires de cette pratique marketing n'ont cessé de parler de la « synergie » de leurs tonnes de métal avec l'agriculture ? En réalité il s'agit uniquement d'une synergie financière qui tend à bénéficier principalement à l'agro-industrie et aux grands propriétaires fonciers.

Nous appelons à la sobriété énergétique, et rappelons que les surfaces déjà artificialisées sont suffisantes (6). L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie évalue ainsi les gisements à 123 GW sur grandes toitures, 49 GW sur les friches industrielles et 4 GW pour les parkings (7). Le gisement global sur toitures est de 364,3 GW (dont 241 GW de toitures résidentielles) (8). Ajoutons que la France compte entre 24 000 et 32 000 zones d'activités, soit 450 000 hectares déjà artificialisés (9), ainsi que 90 000 à 170 000 hectares de friches industrielles (10). Si installer des panneaux solaires sur des toitures coûte plus cher que de les poser au sol, l'Agence explique que ce surcoût est faible : il avoisine les 550 millions d'euros, soit 2% du coût des énergies renouvelables (11). Et alors même que les projets peuvent atteindre 800 000 euros par hectare (12), nous affirmons que ces investissements peuvent aller sur ces zones artificialisées.

Lorsque E. Macron et la FNSEA prônent la robotique, la génétique et le numérique pour l'agriculture (13), et que le syndicat agro-industriel co-préside le lobby France Agrivoltaïsme ; le fondateur de ce dernier met en place la gestion des champs via l'intelligence artificielle (14). Ce sont ainsi deux visions



de l'agriculture et de la société qui s'affrontent : l'agriculture industrielle, ultra-mécanisée et numérique sur des surfaces toujours plus grandes, face à l'autonomie paysanne ; les serveurs face aux cerveaux ; l'intelligence artificielle face à l'observation, la sensibilité et savoirs-faire des paysan.nes. Nous affirmons qu'il est nécessaire d'amorcer la désescalade de l'emprise technologique afin que les paysan.nes puissent travailler la terre eux-mêmes sans être dépendants de l'agro-industrie.

Nous refusons l'industrialisation des campagnes, car quelle que soit sa surface, ou sa « participation citoyenne », une centrale photovoltaïque sur des terres agricoles, naturelles ou forestières, est une installation de nature industrielle. Les tonnes de métaux (silice, aluminium, zinc, plomb, étain, indium, antimoine) (15) recouvrant les terres; les milliers d'ancrages bétons et kilomètres de voies d'accès et de clôtures grillagées, lignes électriques enterrées ou aériennes, les postes de transformations et de livraisons, le bruit engendré par les onduleurs (16), les caméras de surveillance, les divers capteurs connectés, les obligations de déboisement en périphérie, détruisent nos campagnes. Les méga-centrales électrifient nos champs avec des effets documentés sur les animaux d'élevages (17). Nous n'oublions pas la fabrication industrielle de ces panneaux : exploitation d'êtres humains, extractivisme ravageur. Afin de produire 40 000 tonnes de silicium métal, l'une des six unités de production en France brûle 120 000 tonnes de quartz et 80 000 tonnes de bois (18), et engloutit en moyenne 11 mégawattheures par tonne de produit fini (19), soit chaque année l'équivalent de la consommation électrique d'une ville de 150 000 habitants. Il faut aussi 280 kg de produits chimiques par kilo de silicium produit (20). Sans oublier les risques de pollution des eaux (21) et que les centrales peuvent entraîner « l'altération, la dégradation voire la destruction des milieux naturels (défrichements puis gestion de la végétation au plus près du sol ; terrassement et compactage des sols ; instauration de microclimats différenciés au-dessus et en dessous des panneaux ; création d'exclos par les clôtures, etc.). La modification des fonctions hydriques, climatiques ou biologiques qui peut en résulter conduit à l'artificialisation d'une partie parfois importante des sols [ainsi qu'une] modification des cortèges d'espèces végétales et animales » (22).

Nous défendons un rapport sensible au monde qui nous est plus que ja-



mais primordial. Alors même que l'agriculture est l'une des professions qui rémunère le moins, qu'un malaise est reconnu et qu'il faudra recruter massivement pour faire face aux nombreux départs en retraite, une motivation essentielle est la qualité de vie au travail, en plein air, dans un cadre beau ; regarder le ciel et écouter les sons de la vie. Travailler sous des panneaux, c'est dégrader notre qualité de vie au travail, mais aussi l'environnement et les paysages pour le bénéfice de quelques propriétaires et promoteurs. Au contraire, l'agriculture paysanne doit participer avec les citoyen.nes à rendre le milieu rural vivant dans un cadre de vie apprécié par toutes et tous.

Notre autonomie de choix et d'action, n'est pas de devenir des jardiniers sous des panneaux. Notre métier n'est pas de cultiver des kilowatts, mais de produire une alimentation saine et de qualité pour le plus grand nombre, et d'être rémunéré en conséquence. Car si la contrepartie financière de plusieurs milliers d'euros par année et par hectare peut sembler alléchante (23), et générer un véritable dilemme pour des paysan.nes en difficulté ; en mettant notre outil de production à disposition de ces sociétés, nous les enrichissons et détournons la vocation nourricière de la terre agricole.

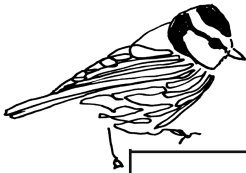
L'unique raison de la pression industrielle actuelle sur les terres agricoles, naturelles et forestières est financière. Rejetant le mythe d'un capitalisme vert, ainsi que la vision d'une transition écologique allant vers une société de surconsommation ultra-connectée, nous appelons à une opposition massive à tous ces projets photovoltaïques industriels et exigeons leur interdiction sur toutes les terres agricoles, naturelles, forestières et les milieux aquatiques.

Les organisations en lutte contre les mégas-centrales photovoltaïque sur les terres agricoles, naturelles, forestières et en milieux aquatiques.

Le 27 août 2023.

TRIBUNE COLLECTIVE DE 380 ORGANISATIONS

*Le texte complet, les références et la liste des signataires :
<https://ccaves.org/blog/photovoltaique-sur-des-terres-naturelles-agricoles-ou-forestieres-nous-ne-tomberons-pas-dans-le-panneau-tribune-collective-de-380-organisations/>*



Orange, pamplemousse,
agrume du ciel
pure énergie des hommes.

Andains de miroirs bleus noirs
danse du soleil
écailles des montagnes.

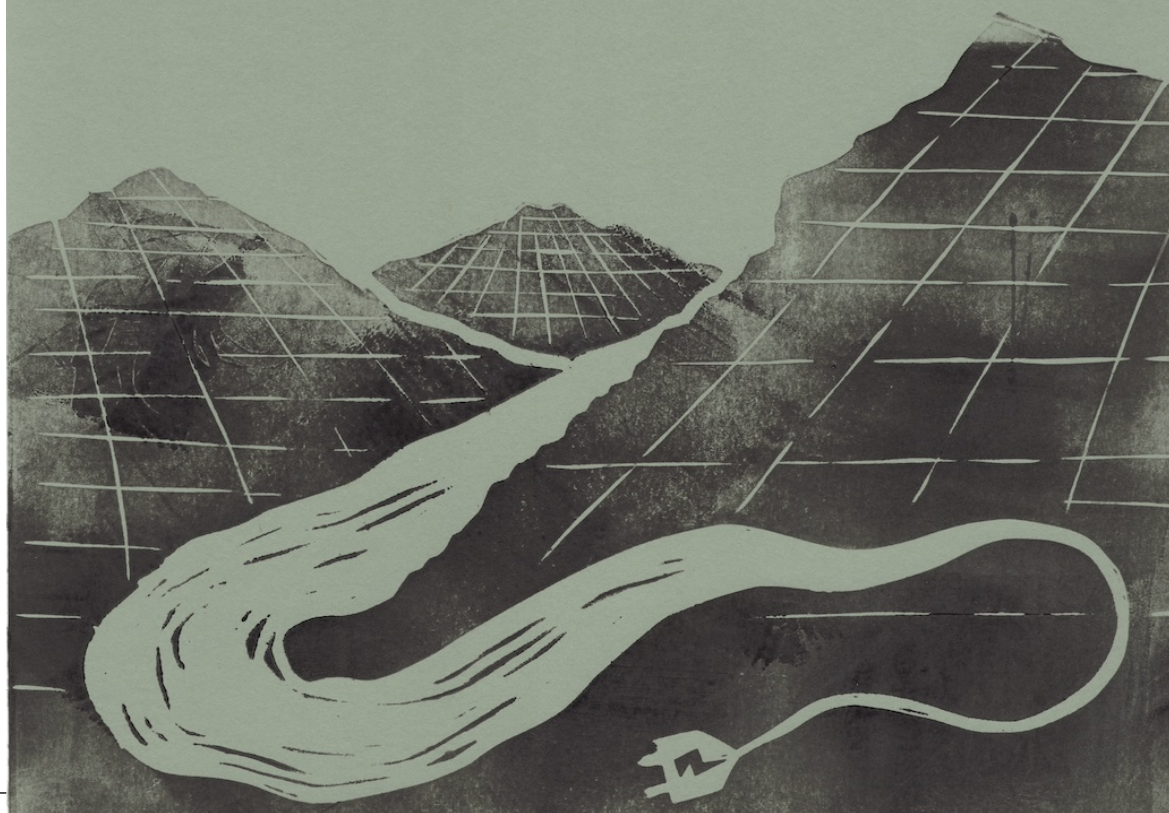
Flammèche sur les crêtes
je suis éblouie
est-ce bien nécessaire ?

Danse captée du soleil
reflets de verre
clin d'œil photovoltaïque.

Les Incas, fils du soleil
énergie solaire
Je mange du pain grillé.

Martine de Laragne

Nos panoramas vos panneaux ravagent



S'AÉRER ENCORE

Sur l'air de « Danser encore » d'HK et les Saltimbanks



Refrain Nous on veut continuer à s'aérer encore,
 nos enfants s'épanouir de hors,
 Cette forêt pour tous c'est un trésor.
 Oh non non non non non

1er couplet Pour tous les animaux sauvages,
 Détruire les arbres fait des ravages,
 Sans oublier les conséquences
 Sur le climat, alors prudence !
 Il faut faire preuve de clairvoyance.

 Ils sont venus ici chercher
 En détruisant notre forêt,
 A s'faire du blé, quelle appétence
 Ne pas s'laisser faire en silence !
 Alors entrons en résistance.



2ème couplet Après avoir fait un sondage.
 Il semblerait alors plus sage
 De n'pas gâcher notre existence
 Juste pour une histoire de finance.
 Préservons notre descendance.

 Alors en toute humilité,
 Pour les habitants d'la forêt
 Je dénonce l'indifférence,
 Je crie mon choix ma préférence,
 Choisis la vie en toute conscience !

3ème couplet Pour tous les animaux sauvages
 ...Clairvoyance
 Alors en toute humilité
 ...Conscience

Refrain (x2)

LES CANARDS N'ONT PAS AIMÉ



C'était au bord du lac miroitant aux couleurs du ciel, blotti entre les montagnettes de marnes creusées en draperies sombres de cette région haute-alpine, que j'ai rencontré une jolie canette. Le printemps nouveau incitait au vagabondage, mais je ne voyais qu'elle et j'étais prêt à me battre avec les autres mâles qui convoitaient ma bien-aimée. La canette n'a pas repoussé mes avances et mes parades l'ont charmée. C'est revêtu de mon plumage nuptial, du plus beau vert et ma compagne, de sa parure/miroir bleu violet bordé de blanc, que nos noces ont été consommées.

Elle a préparé un nid accueillant, tapissé de feuilles et de mousses, bien caché parmi les herbes et les roseaux bordant le lac où elle s'était installée, dans l'attente bienheureuse d'une nouvelle couvée. Alourdie par les œufs en gestation, elle bougeait très peu et je l'assistais de mon mieux. C'est en faisant mes allers-retours que j'avais pu constater une activité anormale auprès de ce lac si tranquille. Des engins, des humains, transportant, coupant, creusant, se démenaient autour de ce plan d'eau qui était notre domaine depuis de nombreuses années. Je profitais de leurs rares pauses pour pêcher ou fouiller dans la vase à la recherche de nourriture, alevins, vers, ou autres, en leur jetant un œil inquiet. La future maman avait recouvert les œufs avec du duvet et quittait le nid juste pour s'alimenter. Huit petits canetons sont bientôt arrivés et au bout de quelques heures, tôt le matin, ma femelle a conduit les poussins au bord de l'eau pour leur apprendre à se nourrir. A ce stade ils n'ont encore pas beaucoup de poils et sont encore très fragiles et devant l'animation et le bruit qui allait en s'amplifiant autour de l'eau, elle est bien vite repartie au nid. Moi, de nature grégaire, j'avais déjà quitté les lieux et rejoint d'autres congénères pour parcourir de vastes horizons. Ma courageuse femelle est restée seule à s'occuper de la couvée et malgré le bruit ambiant, la petite famille a continué à se nourrir avec beaucoup de difficultés, en barbotant dans la partie fangeuse du lac, la seule accessible et en nageant dans quelques mètres carrés d'eau. Au fil des jours, la presque totalité du lac est devenue d'un noir brillant, reflétant le soleil, mais l'empêchant de pénétrer dans l'eau. Les poissons essayaient de survivre dans ces ténèbres et nous les canards, on ne pouvait plus se nourrir dans ce lac qui avait fait pendant de longues années notre bonheur. Une petite surface d'eau avait été épargnée par cette couverture

noire et nous devions chercher notre nourriture aussi dans les champs voisins, à la vue des prédateurs qui n'attendaient que le bon moment pour nous dévorer.

Si je pouvais parler aux humains, hélas je ne fais que cancaner, je leur dirais, pourquoi ? Pourquoi ne pas laisser entrer le soleil, pourquoi anéantir et faire souffrir les animaux qui demandent juste à vivre ! Pourquoi gâcher cette belle nature et nous sacrifier à l'autel de vos ambitions démesurées ? Lorsque vous aurez recouvert toute la terre de noir, et que le moindre brin d'herbe ne pourra plus pousser, vous serez en enfer et vous regretterez, j'espère, les canards qui s'amusaient à barboter dans l'eau claire de ce petit lac, dont vous avez fait un immonde cloaque et, où vous n'oseriez même pas tremper un pied !



Mibert

INDUSTRIE PHOTOVOLTAÏQUE:

quand de grandes firmes internationales s'attaquent
à nos petites fermes françaises (et pas que...)

L'activité agricole, l'élevage et la sylviculture reposent sur trois facteurs de production essentiels : le sol, l'eau et la lumière qui contribuent ensemble à la photosynthèse et à la création de biomasse. Alors pour quelle raison insensée réduire le volume d'ensoleillement que peuvent recevoir nos champs, nos vergers, nos vignobles, nos prairies et nos forêts en y installant des milliers d'hectares de panneaux photovoltaïque ?

Certains acteurs vous expliqueront que cela permet de protéger les végétaux qui poussent à l'abri de leur ombrage bienfaiteur et d'apporter un peu de fraîcheur aux troupeaux qui paissent à leurs pieds. Mais les arbres n'assurent-ils pas déjà cette fonction naturelle depuis des millions d'années ? De façon autrement plus efficace et totalement gratuite ?? Tout en apportant bien d'autres avantages écosystémiques et en produisant de nombreuses richesses culturelles, sociales et économiques ???

Vous avez dit « richesse économique », voilà un point qui mérite d'être examiné de plus près... Car c'est bien cette raison qui pousse la plupart des propriétaires (publics ou privés) de terrains naturels, agricoles ou forestiers à confier leurs terres à cette industrie en pleine expansion. Cela leur est d'autant plus facile qu'ils se trouvent activement courtisés par de grandes entreprises de nationalités multiples. Entreprises qui se proposent de valoriser leurs parcelles pour de nombreuses années afin d'y déployer des centrales solaires hautement performantes et rémunératrices. Le revenu à l'hectare que pourra en tirer un agriculteur, un forestier ou un propriétaire foncier sera alors bien supérieur et il n'est pas difficile pour ces grands investisseurs internationaux de trouver des clients et des terres à se mettre sous la dent. Surtout à un moment où le monde agricole et sylvicole se trouve en grande détresse économique face à la dérégulation croissante des échanges commerciaux, aux méfaits du changement climatique et à l'affaiblissement généralisé de nos écosystèmes...

Ainsi fragilisées sur le plan écologique, économique et financier, ces filières agricoles et sylvicoles deviennent des proies faciles pour les grandes entreprises qui dominent ce marché photovoltaïque en plein essor. Entreprises

qui encouragent, de surcroît, nos différents parlements nationaux à déréguler et à accélérer l'expansion de cette industrie solaire, sous couvert de réduction de notre consommation d'énergies fossiles. Nous savons pourtant que nos terres végétales et nos forêts constituent des pièges à carbone extrêmement efficaces dès lors qu'elles sont mises en valeur de façon appropriée. Détruire ces précieux outils de régulation climatique pour y développer des centrales solaires sensées lutter contre le réchauffement de la planète apparaît donc comme un non sens absolu. Et cela d'autant plus que les nouvelles sources d'énergies ne permettent que rarement de remplacer les sources préexistantes mais viennent, au contraire, s'additionner à celles-ci.

Partant de là, tout mètre carré de sol vivant qui peut stocker du carbone, qui peut retenir l'eau du ciel, qui peut rafraîchir et humidifier l'air ambiant, qui peut abriter des millions de micro-organismes extrêmement variés, qui peut accueillir une vaste biodiversité animale et végétale sauvage ou cultivée, qui peut nous apporter de multiples richesses alimentaires, phyto-médicinales, textiles, sylvicole ou autres, doit être jalousement protégé. Et développer nos capacités de production photovoltaïque ne peut avoir de sens qu'à deux conditions essentielles.

La première condition consiste à mettre la priorité sur la sobriété et l'efficacité énergétique plutôt que sur le remplacement des énergies fossiles par de nouveaux gisements énergétiques présentés comme « durables ». Nouveaux gisements qui créent de nouvelles nuisances, qui ne parviennent pas à faire reculer les sources d'énergies plus anciennes et qui ne font qu'alimenter notre boulimies de biens, de services, d'hyper-mobilité géographique et d'ultra-connection numérique. Autant d'éléments de prospérité mortifères dont l'explosion de l'intelligence artificielle, très énergivore, et la colonisation de l'orbite basse par des chapelets de satellites de transmission privés, constituent à ce jour le point culminant. La deuxième condition est d'installer ces panneaux solaires sur des zones déjà imperméabilisées (toitures, parkings, friches industrielle...) même si cela se révèle un peu moins rémunérateur pour les entreprises de ce secteur et les détenteurs de capitaux qui les financent.

La deuxième: si l'on veut que le déploiement du secteur photovoltaïque s'inscrive dans une réelle logique de sobriété énergétique et foncière, celui-ci ne doit pas être offert en pâture à des investisseurs vénaux et courttermistes. Il

doit s'appuyer sur des lois qui encadrent son développement de façon ajustée plutôt que d'accélérer celui-ci de façon mal contrôlée. Les acteurs privés doivent y conserver leur place afin d'y apporter les compétences et les capitaux dont ils peuvent disposer dans ce domaine. Mais leur rôle ne doit pas être dominant dans le montage de ces projets. Il appartient aux communes d'en assurer le pilotage sous le contrôle de l'État et des régions (qui sont chargées d'encadrer l'aménagement et le développement économique des territoires). Et ce pilotage communal doit impérativement se faire en lien étroit avec les populations concernées au travers d'un partage de l'investissement initial, des kilowatts produits et des excédents financiers pouvant être générés.

Permettre à des municipalités, telles que celles qui se trouvent au pied de la montagne de Lure, de s'appuyer sur de telles logiques d'investissement et de développement participatif semble donc indispensable. Cela afin qu'elles ne se retrouvent pas nues et crues face à la voracité d'un acteur canadien qui cherche à maximiser sa part de profit plutôt que d'en faire bénéficier le territoire, en s'asseyant au passage sur notre réglementation nationale en matière de protection écologique.

Réviser l'esprit et le contenu de la loi d'accélération des énergies renouvelables adoptée en 2023, afin de mieux orienter ses objectifs et de mieux répartir le rôle de chacune des familles d'acteurs concernées (collectivités, entreprises et habitants-usagers), se révèle donc fondamental. Même si certains de ses principes et de ses éléments doivent être conservés, sa logique productiviste et dominée par la maximisation des profits financiers doit être corrigée en profondeur. Et ce qui est vrai pour le secteur photovoltaïque vaut également pour l'éolien, le biogaz, la biomasse, la géothermie et toute forme de production énergétique traditionnelle ou innovante.

Des énergies « vertes », oui mais au bon endroit, à une échelle raisonnable, et surtout sous le contrôle et au bénéfice des premiers intéressés, à savoir les collectivités, les entreprises locales et les personnes qui se trouvent sur place et qui les utilisent au quotidien...

*Jean-Christophe Robert,
Auteur de "Qui sème le béton aura
bientôt la dalle", Filière Paysanne, ed.
Les 3 colonnes 2023*



LE TEMPS PASSE...



Le temps passe ...

- Dis, Mamina, tu connais les stégosaures ?
- Oui, évidemment !
- Tu sais pourquoi ils ont des plaques osseuses sur le dos. Pour se déguiser, pour capter la chaleur ou faire de la musique ?
 - Par élimination, je pense que c'est pour capter la chaleur, un panneau photovoltaïque du Jurassique quoi ...
 - oui, trop stylé hein !



Notre Buëch, aux marnes grises, berceaux d'animaux
disparus depuis longtemps,
se couvre maintenant, au soleil de ses anticlinaux de
nouvelles écailles de silicium et d'acier,
c'est l'Anthropocène, l'âge du silicium dit-on ... Le temps
passe.

Martine de Laragne

LES COULEURS DU BUËCH

Autopsie d'un saccage en cours

2ème épisode – Note de bas de page

Résumé de l'épisode précédent - 2050. Dans la poussière du premier épisode, Julie (mais qui est Julie ?) contemple le désastre ; la plaine du Buech et ses coteaux sont couverts de panneaux photovoltaïques. Elle se souvient des vertes collines du passé. Lorsque nous la quittons elle fre-donne une Baguala.

La Baguala ! Aucun chant ne recèle plus de solitude ni d'infini que cette plainte musicale des cavaliers de la montagne. La Baguala a besoin de la solitude comme l'étoile a besoin de l'ombre pour mieux briller. (...) L'homme c'est de la terre qui marche. Il ne peut se séparer d'elle. Quand il est fatigué de marcher dessus il cherche à s'endormir dessous. C'est pour cela qu'il a créé son chant : la Baguala. Pour voler comme le condor ; pour créer ses désirs les plus chers ; pour affronter les astres et deviner sa destinée ; pour chercher une compagnie dans son éternel voyage à travers les solitudes lointaines, ouvrant son cœur douloureusement tendu comme un arc duquel jaillirait un chant qui se fondrait dans la symphonie sidérale. (1)

Mais avant de poursuivre, apportons ici quelques précisions.

Les conditions climatiques précédemment décrites (canicule printanière, Buech asséché,...) ne sont pas nécessairement celles qui prévaudront dans le Buech en 2050. Le GIEC (2), pourvoyeur officiel de prévisions scientifiquement correctes et néanmoins politiquement redevable de financeurs attentifs à leurs échéanciers électoraux, ne peut annoncer le pire qu'entre les lignes, pondéré de si, de mais, de raisonnablement envisageable. Il omet, ignore, feint d'ignorer, ou modère l'importance de certains phénomènes qu'il appelle par euphémisme instabilités. Il s'agit en fait de boucles de rétroactions positives telles que, la fonte du permafrost, le réchauffement des mers et des océans (mer méditerranée grande gagnante) et de leurs conséquences qui au-delà d'un certain seuil sont irréversibles et risquent de nous conduire vers une planète-étuve invivable aux humains. Ainsi les prévisions annoncées par le GIEC resteront-elles en deçà de la réalité à venir.(3).

Grâce à l'accélération globale, y compris celle de la transition et du développement des énergies renouvelables au nom de laquelle on massacre ici nos terres et nos paysages, ce qui est annoncé pour 2050 ne pourrait-il pas advenir plus tôt ?

On a depuis 2023 une meilleure vision de ce qu'est l'accélération de la transition avec l'ancrage dans la loi AER de la Raison Impérative d'Intérêt Public Majeur (RIIPM) (4), qui fournit un sauf conduit à tous les grands projets d'énergie renouvelable faisant auparavant l'objet d'interminables et stériles discussions avec les citoyens, RIIPM dont les détracteurs développèrent à leur manière l'acronyme: Ruse pour Imposer l'Inacceptable à une Population Médusée. Ce dispositif renseignera de manière intéressante les hypothétiques générations futures sur la représentation qu'avait alors l'Etat de l'Intérêt Public, et sur sa conception de la Raison.

On accélère, car il y a une urgence, impérative en effet, à effacer, sans laisser le temps pour comprendre et encore moins pour réagir : usuelle et efficace stratégie du choc, innovante ici dans sa mise en œuvre de basse intensité.

Et puis, la mégapole de la côte que l'on appellera MACANI (Marseille-Canne-Nice) sera-t-elle encore habitable ou devenue l'étuve redoutée, alternant canicules et orages hyper violents?

Les habitants préféreront-ils alors reculer dans l'arrière-pays pour découvrir hébétés le saccage qui y a été réalisé en leur nom et pour leur bien? Les terres pourraient être rendues à leurs usages agricole initiaux mais pas avant que les sols défrichés et soigneusement décapés pour les besoins de ces installations photovoltaïques et autres artificialisations ne se soient reconstitués au terme d'un long et patient labeur microbien de quelques décennies (On se souviendra que les promoteurs de projets photovoltaïques prétendaient poser délicatement leurs panneaux sur l'herbe). La surpopulation engendrée par l'arrivée de ces réfugiés régionaux ne fera qu'aggraver la pénurie, mettre à sac les forêts pour les besoins de chauffage et de construction. Pour revivre en accéléré les phénomènes d'érosion qu'ont vécus les Alpes du sud à la fin du XIXème siècle.



Les installations photovoltaïques résisteront-elles aux ravages de grêlons gros comme des boules de pétanque ? Produiront-elles bien l'énergie attendue dans un ennuagement permanent des Alpes du Sud ? Pour l'une ou l'autre raison ayant conduit à la baisse de rentabilité de ces projets, ne faudra-t-il pas envisager à un moment donné l'arrachage de ces installations (arrachage subventionné bien sûr, comme le fût celui des vignes ou des arbres fruitiers) ? Ou ces installations feront-elles l'objet d'un démantèlement sauvage pour servir de toiture ou de mur pour des abris précaires, parfois avec l'idée de produire quelques Kwh. Une image qui agrégera en un Haïku efficace toute cette absurdité dévastatrice.

Enfin, vivra-t-on une période violente faite de razzia, de famine et de maladie qui se stabiliserait après quelques années laissant une terre meurtrie dont les hommes auront presque disparus ? A moins que quelque guerre nucléaire ne vienne au secours du monde vivant ? On sait depuis Chaudun (5) que la nature sait reprendre ses droits sur des terres abandonnées par l'homme. Tchernobyl nous l'a confirmé.

A défaut de pouvoir transposer dans le Buech avec une raisonnable probabilité les sombres tendances climatologiques et géopolitiques, nous sommes au moins certains d'une chose : en continuant aujourd'hui à détruire forêts, espaces naturels et agricoles, nous préparons le pire.

(à suivre)

(1) Atahualpa Yupanqui, Horizons de pierre, 2014, p68

(2) rien à voir avec le GIEC (Groupe d'Idéalistes Enrayant le Capitalisme) qui a revendiqué près d'Agen le désarmement de plusieurs machines en soutien et solidarité avec la lutte en cours contre la construction de l'A69 (<https://lundi.am/Nouvelles-du-front-ecologique>)

*(3) Voir Tanuro, Sécheresse, canicule et révolution, 2022
<https://www.contretemps.eu/secheresse-canicule-revolution/> qui conclut ainsi : La guerre du climat a commencé et c'est une guerre de classe. Je veux dire par là qu'elle requiert un point de vue sur les besoins réels des hommes et des femmes, c'est-à-dire un point de vue débarrassé de l'aliénation mar-*

*chande et de la course au profit égoïste qui fait voir la réalité sur sa tête.(...)
En somme, c'est le moment d'oser être révolutionnaires.*

(4) Le RIIPM : Un motif assez vague et bien pratique invoquée depuis longtemps pour faciliter les grands projets en leur permettant d'éluder les fastidieux débats public et les interminables procédures administratives qu'exigent les réglementations de protection de l'environnement. Un décret pris en application de la Loi AER (le Décret n° 2023-1366 du 28 décembre 2023 <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048729835>) porte le seuil d'obtention de ce « label RIIPM », à 2,5 MWc pour les projets Photovoltaïques au sol. Cela signifie concrètement que tout projet de photovoltaïque au sol, de plus de 2 ou 3 ha au sol (i.e. presque tous), bénéficiera de ce passe-droit dévastateur et antidémocratique. Tandis que l'on chante les mérites de l'engagement des communes pour la transition avec les ZADER, en même temps, on prépare la mise en coupe réglée de nos espaces agricoles, naturels et forestiers contre laquelle il deviendra tout simplement impossible (pardon, illégal) de s'opposer.

(5) Chaudun, la Montagne blessée, Luc Bronner, Seuil, 2020 ; récit minutieux d'un désastre écologique et humain dans les hautes alpes à la fin du 19ème siècle, et, in fine, d'une résurrection : aujourd'hui, Chaudun est le cœur d'un espace ensauvagé, l'une des plus somptueuses vallées d'Europe où l'animal a remplacé l'homme.



Etienne Declé, un habitant du Buëch

- Pour un rempart à la pollution carbonée, comme herse il y a l'Amazonie qui doit être considérée comme un bien public international : c'est le poumon de la Terre avec l'Océan Mondial, dans la course à notre survie...

- Oh oui, tout à fait ! Là ma Zone Commerciale est tout a fait indispensable pour faire ses courses pas chères, c'est génial, on y trouve un océan de biens de consommation du monde entier qui permettent à tous la survie.

- C'est pourquoi pour nos équilibres vitaux il faut de la biodiversité dans les villes et les campagnes sinon...

- Il faut de l'habit aux diverses cités pour les vils des camps à pague ? Bin, oui, faut bien que les gens s'habillent pas chers, et à la mode. Il en faut pour les petites gens mais qu'on puisse les distinguer des riches.

- Alors croire aux flots de l'énergie facile est un mirage et c'est de la faute aux panneaux photovoltaïques si...

- C'est de là, faunes aux pannes, de la faute aux volts à hic ? Oui les oiseaux se prennent les pales d'éoliennes en pleine poire, mais faut savoir ce que l'on veut : recharger les smartphones, trottinettes électriques, vélos électriques, voitures électriques, brosses à dents électriques, allumer les guirlandes de Noël, canons à neige, la clim, lave-vaisselle, systèmes d'alarme et caméras de reconnaissance faciale, etc, et pouvoir commander tout, de partout, et nos tas de toutous il faut bien les toiletter de tondeuses électriques, tant pis s'ils ont un niveau de vie supérieur au premier migrant venu. Avec l'électricité, faut faire tourner le système, bouger ! Aile n'est pas trique ! Et les data-center d'internet ? Vous vous rendez compte, si l'on n'a pas l'intelligence artificielle ? J'espère qu'il n'y aura pas de pannes pour qu'on s'informe sans passer par la propagande de médias officiels qui nous trompent. D'ailleurs, moi, je suis abonné au fil d'actualité de Trump® sur X®.

- Oligarques, Mark Zuckerberg®, Elon Musk®, les GAFAM ruinent l'intégrité de l'espèce humaine quand...

- La marque Zucker Berg*® ruine l'intégrité de l'espace humain con ? Oh, mais faut bin cultiver la betterave à sucre pour sodas à bulles ! Et, avec

Elon Musk©® c'est bien de rêver d'éternité transhumaniste : nos cerveaux dans des bocaux alimentés d'un peu de sucre et hop le paradis pour tous, nous serons là éternels de brillantes idées et, pour les ternes : hell ! Ceux qui se questionnent trop devraient poser leurs questions à l'Intelligence Artificielle©® qui, elle, a les bonnes réponses. Oui, il nous faut des gaffes à l'âme ! Inutile de penser par soi-même puisque l'interface le fait mieux que n'importe qui. C'est fou ce que l'esprit de certains est limité : ils ne comprennent pas qu'il ne sert à rien de militer contre les Libertariens ! Les Libertariens sont les libèrent-terriens en marche vers Mars©®. Héhéhé, on pourra expédier là-bas toute la racaille pour en faire du compost et ainsi préparer le sol martien à devenir un sol organique. Ça urge, si l'on veut pouvoir cultiver autre chose que de l'hydroponique là-bas©® ! Bientôt les hamburgers©® martiens seront recherchés pour leurs qualités de terroir d'exception au bon goût de fer à repasser. Je vous le dis : d'en faire aux repas, c'est si bon...

- Il faut la sobriété des corps, la consommation effrénée de l'Économie est à l'image du Black Friday, donc...

- D'accord. D'écolos, de cons sommations est freinée l'Économie : c'est dix images de bla-bla-bla que s'ra aïe des bobos parisiens qui, de wokisme disent comment faut faire partout pour tout, mais veulent le contraire de ce qu'ils nous disent vouloir pour le bien de tous : des huîtres à tous les coins de rues, du cuir vegan pour retrouver sa nature animale avant transition de sexe... Ainsi ils nous rendent service : plus besoin qu'on y serre vices ! Ils seront stériles, donc limiteront l'impact carbonisé de leur démographie pour laisser place à l'Homo Cybernicus©® remplaçant l'Homo Sapiens en bout de cycle de dégénérescence des gènes errances.

- La créolisation laïque par les étrangers est LA chance pour l'avenir de l'Europe qui vieillit et s'éteint car...

- Je le dis, là : oui au Grand Mur ! Les êtres rangés aux frontières à barbelés bien étanches, c'est la seule garantie de la stabilité des peuples©® devant les laves à venir des barbes laides qui s'étendent à nos esprits©®.

- Comme les Peuples Autochtones de la Terre, les Baleines doivent être

déifiées comme Trésor de la Mer et sauvées d'amas de là et de scies de la chasse scientifique de la flotte du Japon déchue de valeur parce que...

- Oui, tous à l'Or, la valeur refuge ! Bas de laine doivent être thésaurisés sous les matelas des Pères de famille veillant dessus avec leurs fusils de chasse, à l'affût de "jappons !" de ces chiens de voleurs qui nous guettent.

- L'Homme ne doit pas être le mètre étalon de l'univers par respect des équilibres socio-climatiques, alors...

- Si. L'homme est Le Maître, et met les talons dans la gueule, sans respect aux zozos scientifiques déclinant leurs sauces du climat chiant tout fuck. D'Amérique, l'âme erre trique d'amer rouquin de ruses si édifiantes !

* traduction : Zucker Berg => montagne de sucre

Signé : Le Concombre Masqué, ou au choix,
Le Con Qu'ombre Masqua



LA RÉVOLTE DES SCARABÉES



Un frisson parcourt l'assemblée des scarabées

Là, devant eux, la parole de Scubu, leur leader, invente la révolution des scarabées. Jamais de mémoire de scarabée on n'avait connu pareille exaltation.

Dans le sous-bois mille carapaces mordorées s'agitent. Chacun y va de son idée :

- abolissons tous les humains, hurlent les plus radicaux
- mort aux panneaux crient d'autres, plus raisonnables
- des carapaces en argent pour tout le monde ! essaient les utopistes
- les-co-cci-nel-les avec nous, s'époumonent les poètes.

Du haut de sa souche Scubu tente de ramener le calme:

- silence, silence, les amis! N'oublions pas que toutes nos grandes idées ne valent rien tant que nous n'avons pas éliminé la menace du Grand Croc !....

À ce nom toute l'assemblée se fige.

..... tant que la menace du Grand Croc existera notre avenir sera obscurci.

Notre forêt est menacée, vous le savez ! Si le grand Croc réussit à passer, ici même, dans quelques jours les hommes commenceront à construire un plafond de fer, de verre et de cristaux pour capturer le soleil à leur seul profit. C'en sera alors fini de l'éclat de nos carapaces. C'en sera fini de la belle civilisation des scarabées !

Un silence pesant plane sur l'assemblée tétanisée.

Une voix timide s'élève du dernier rang : "résistons!"

Rapidement d'autres reprennent en écho : Oui! Résistons! Formons une chaîne scarabéenne tout autour de notre territoire ! Le Grand Croc n'osera jamais passer!

Scubu tente de canaliser les propositions qui fusent désormais de toute l'assemblée.

Mais, soudain, un bruit de tronçonneuse se fait entendre au loin.

D'instinct les scarabées se serrent les uns contre les autres pour former une seule carapace géante qui leur permette de résister. Le vrombissement s'amplifie. La tronçonneuse du Grand Croc vrille l'air immobile.

Dans un fracas de fin du monde un arbre au ralenti s'abat sur la révolution des scarabées.

Puis un silence pesant paralyse la campagne.

Une petite voix s'extirpe des feuilles mortes : résistons

APPEL DE COMITÉS LOCAUX DES SOULÈVEMENTS À SE SAISIR DE LA QUESTION DU PHOTOVOLTAÏQUE SUR SOL VIVANT

Depuis la loi climat de 2021(1) et la loi APER(2) de 2023, nous voyons proliférer partout en France des projets autour des énergies renouvelables. De la Bretagne à la Montagne de Lure, des Pyrénées à la Nièvre, l'industrie photovoltaïque guette la moindre parcelle où le soleil lui serait profitable.

Nous, comités locaux des Soulèvements de la Terre, habitons des territoires particulièrement impactés par des projets sur sol vivant de parcs photovoltaïques gigantesques sur l'ensemble du territoire français hexagonal et ultra-marin. (...)

DE LA SPOLIATION À L'ABSURDITÉ ÉCOLOGIQUE

La transition énergétique comme discours de promotion industrielle

L'industrie photovoltaïque et la notion de transition énergétique s'inscrivent dans la logique de l'hyper-industrialisation du monde, de ses outils financiers et marchands. Ils consistent dans la spoliation des terres et des ressources faisant fi des répercussions sur le vivant. Au cœur de ce nouvel âge industriel qu'est la transition énergétique(8), il nous est donné à croire que les innovations technologiques, notamment le photovoltaïque, pourront « sauver le monde de la catastrophe ». Ainsi présenté, il devient presque impossible de contester sa légitimité. Pourtant, les énergies renouvelables ne se substitueront pas au nucléaire ni aux énergies fossiles, mais viendront bien s'accumuler afin de répondre à l'expansion de notre consommation énergétique.(9)

Méthodes et moyens de déploiements du PV sur sol vivant

* Une histoire de spoliation

Désormais légitimés, on voit les projets d'énergie solaire se développer partout où il y a de la place en spoliant le bien commun : la terre.

Les entreprises porteuses de projets photovoltaïques sont également les géants des énergies fossiles comme Total, devenu Total énergies en 2021.

De son côté l'entreprise Sun'Agri, pionnière de l'installation de centrales photovoltaïques, appartient à 80% au groupe EIFFAGE, connu pour ses activités de BTP, et qui réalise notamment des projets pour Bolloré en Afrique. Ces mêmes industriels qui pillent les ressources depuis des années se présentent aujourd'hui comme des entreprises ambassadrices de la cause environnementale. Développer de tels projets légitime ainsi leur "droit de polluer" ailleurs.(10)

On observe depuis nos comités, partout en France, une volonté délibérée

de s'accaparer des espaces jugés vides, reculés ou dégradés. En effet, dans un pur processus néo-colonial, un des premiers chantiers d'ampleur a vu le jour en Guyane, en pleine forêt amazonienne. Le projet : un parc de 140 hectares prétextant rendre autonome la région en électricité. Ce projet à 170 Millions d'euros (dont les retombées devraient donc être d'autant plus juteuses) fait fi du rôle de la forêt pour le vivant mais aussi pour les habitant.es autochtones, les privant d'accès à une ressource fondamentale. La lutte conduite depuis 2016 par le peuple kali'na dans le village de Prospérité a ainsi été invisibilisée et lourdement réprimée par l'armée et des milices privées. Le rôle de l'État est à dénoncer : il fournit une terre qu'il estime lui appartenant, prend en charge une partie des travaux, refuse aux habitant.es qui le réclament depuis trente ans de faire de la forêt une zone de droit d'usage collectif(11).

* Accaparement des terres

Partout nous le constatons, les entreprises énergétiques démarchent propriétaires et communes avec insistance. Elles s'entourent de juristes et d'avocats qui cloisonnent les échanges.

Elles contournent les lois visant à réguler les marchés et à limiter l'impact sur l'environnement. Elles orchestrent les réunions publiques et ne respectent pas leur devoir de conduire des concertations citoyennes.(12) Les offres faites pour obtenir les droits d'exploitation sont souvent très attractives. Une entreprise propose en moyenne aux exploitant.e-s agricoles la somme de 1500 euros (ce montant pouvant varier d'un département à l'autre) par hectare par an, beaucoup plus pour les propriétaires. Les communes, les communautés de communes et les conseils départementaux touchent également une rente annuelle pour les parcs photovoltaïques installés sur leur territoire.

La multiplication et l'accumulation des projets sur un même territoire font sortir de terre de gigantesques zones recouvertes de panneaux : 700 hectares dans les Landes, 400 hectares de forêts déjà rasés sur la montagne de Lure, entre 2500 et 3500 hectares menacés dans la Nièvre...(13) Ce sont des hectares de zones bocagères, humides, forestières où se développent faune, flore, habitats, milieux naturels, où se déploient activités pastorales ou agricoles et qui sont aujourd'hui menacés par l'installation prolifique des parcs photovoltaïques.(14)

* Dégradation et artificialisation



Les parcs photovoltaïques sont présentés comme une solution durable, « verte », pour la protection de l'environnement. Pourtant, n'oublions pas qu'ils nécessitent l'extraction de nombreuses matières premières à l'impact environnemental catastrophique : acier, sable pour le béton, verre, cuivre, argent, aluminium, silicium extrait du quartz etc. La filière photovoltaïque reste donc largement dépendante de l'industrie extractiviste (carrières à ciel ouvert, mines, forage, consommation massive de gaz de pétrole et d'eau...)

Les centrales de production énergétique requièrent de lourds travaux et leur cloisonnement vient entraver la circulation des espèces. Leurs constructions obligent le déplacement d'espèces animales ou végétales adaptées à un habitat local particulier, qui aura mis plusieurs centaines d'années à se constituer et qui sera détruit au cours des travaux. Sans parler des zones de stockage et du réseau de distribution qui viennent à la fois endommager et artificialiser de manière permanente le sol.

* L'État et l'UE au service des industries et au détriment des habitants.

Plusieurs lois viennent encadrer l'installation des parcs photovoltaïques. La loi climat 2021 (qui vise à réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030) est suivie en 2023 par la loi APER favorisant le développement des énergies renouvelables. Cette loi véhiculée par les préfets, laisse croire aux communes sollicitées à ce sujet, qu'elles sont contraintes de définir des ZAER, zones d'accélération des énergies renouvelables, soit des zones de la commune prévues pour des installations de production d'énergies renouvelables(15). Il est stipulé que des «points bonus » et des modulations tarifaires seront appliqués aux communes en fonction de leur pourcentage de production en énergie renouvelable. Bientôt donc, l'État pourra demander des comptes aux communes quant aux zones de productions électriques réservées sur leur territoire. Les projets fleurissent et les citoyens le découvrent souvent trop tard : la concertation était une feuille A4 en mairie, l'enquête publique n'a pas été prise en compte dans l'attribution du permis de construire et il semble souvent qu'il soit trop tard pour contester une fois les travaux commencés.

Le territoire rural devient pour l'État un moyen d'atteindre ces objectifs climatiques en faisant cadeau de ces terres aux industriels. Les territoires ruraux, aux yeux de ce marché de « l'énergie verte », ont une fonction utilitaire, ils deviennent pure ressource, de vastes espaces logistiques pour continuer

d'extraire, d'exploiter et de surproduire souvent au profit des villes et des zones industrielles. En plaçant les parcs photovoltaïques dans des territoires "désolés", on pourra encore se raconter, depuis la ville, le récit d'une énergie "propre". Les témoins de cette destruction, eux, se retrouvent isolés, désarmés, constatant qu'avec leurs paysages défigurés, disparaissent habitats naturels, animaux, végétaux et paysans.

(...)

Nous, en tant que comités locaux des soulèvements, réaffirmons lutter contre l'accaparement des terres, leur dégradation et leur artificialisation. Nous défendons une agriculture paysanne dont la fonction première est de nourrir correctement, dans le respect de celui, de celle qui la cultive.

Aussi nous soutenons qu'il faut refuser les panneaux solaires sur sol vivant. Nous affirmons que c'est bien sur les besoins locaux que doivent reposer ces transformations, et qu'en aucun cas les terres (arables, forestières, zones humides, lacs) ne devraient changer d'usage à cet effet. Nous entendons continuer le combat pour la protection et le maintien des habitats naturels qui hébergent la biodiversité dont nous dépendons.

(...)

Nous pensons que la sobriété est une des portes de sortie à la crise environnementale, sociale et climatique qui implique notamment de réviser nos modes de productions et de consommation. L'industrie photovoltaïque ne vise en rien cette sobriété et accompagne au contraire la mue d'un capitalisme écocide qui cherche à se maintenir à tous prix.



*comités locaux des Soulèvements de la Terre
L'intégralité de l'appel (avec sa partie sur l'agrivoltaïsme) et
les références est à lire sur le site internet des Soulèvements
de la Terre*



Qu'est-ce que moi, p'tite meuf banale, je pourrais ajouter de plus qui soit utile au schmilblick ?

Assez de révolté-es réagissent à ces projets photovoltaïques démesurés, destructeurs et dédaigneux de l'avis de la population. Je partage leur indignation. Iels l'expriment mieux que moi, sont plus réfléchis et documentés, ont plus d'expérience, savent convaincre, alors je les laisse faire. Mais après avoir poussé un coup de gueule ? Qu'est-ce que je fais alors ? Comme beaucoup j'ai pas la solution et je me sens impuissante en face de la machine capitaliste. Je m'indigne juste. Puis j'oublie un peu au fil du quotidien parce que j'ai d'autres problèmes plus concrets, pressants, et que si ça me reste constamment dans un coin de la tête sans que je puisse rien faire pour le régler je vais devenir chèvre (même si j'aimerais bien être une chèvre pépouze en vrai).

Le seul truc que je peux faire concrètement, mis à part apporter ma contribution à ce recueil collectif qui pourrait donner un sentiment d'unité, du réconfort et peut-être deux trois idées à ceux qui la liront, c'est rester vigilante quant aux potentiels projets photovoltaïques de mon secteur. Et me mobiliser, organiser la résistance locale en en parlant autour de moi si jamais ils advenaient. Bon, le problème c'est que j'habite partout et nulle part à la fois, je suis nomade-SDF... et que j'ai pas mal d'anxiété sociale, pas simple pour faire collectif...

Alors quoi ? Qu'est-ce que je fais ?

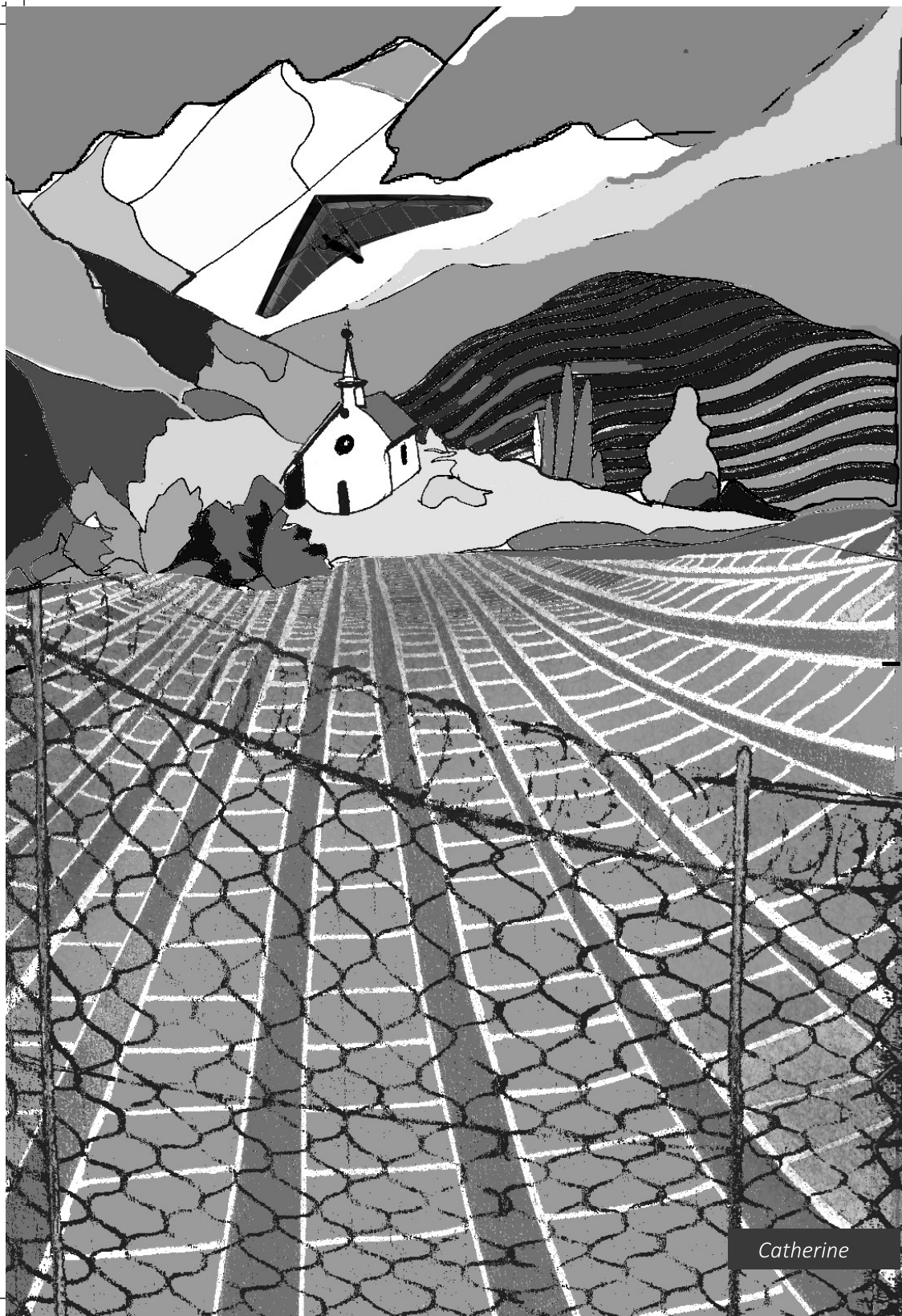
De mon mieux pardi

Je construis petit à petit ma vie (j'ai que la vingtaine après tout), je crée mon réseau d'entraide, j'apprends et transmets des savoirs-faire paysans, je me cultive, je m'informe sur les injustices et garde l'esprit ouvert, j'expérimente le collectif et les alternatives, je mets à profit mes privilèges, je prends confiance en moi, je prends soin de moi et des autres, j'entretiens la joie et la bonne humeur

Je bâtis mon monde idéal, je prépare la révolution quoi !

Et c'est déjà pas mal.

La chevette



Catherine



Nous voilà ainsi dans une véritable pensée du démantèlement : ré-empaysanner nos cultures par les savoir-faire de la terre et ré-ensauvager la nature par des imaginaires de la mesure écologique, pour alors ré-enchanter l'existence face à l'œuvre coloniale de la métropolisation du monde et son ordre juridico-marchand écocidaire. Et, pour ce faire, rendre à la terre les bras et les cerveaux que les grandes villes lui ont dérobé sur les deux siècles écoulés, et par celà combattre le genre urbain décérébré auquel le productivisme nous a assujettis par son prétendu génie. L'histoire est claire : les grandes villes meurent aussi. Cessons de nous acharner à les maintenir sous respiration artificielle. Un seul « S » sépare demeure et démesure. Celui de notre survie.

*« Autonomes et fiers de notre anonymat,
Nous sommes les artisans d'un retour au vivant
Qui résonne aux confins de l'univers. Nous
Mettrons fin au calcul égoïste et à la servitude
Qui ont fait de la Terre une vallée de larmes.
Nous créerons un monde où l'être humain
Ne mourra qu'au seuil de sa plénitude, dans
l'éclair de ses potentialités satisfaites, bien que
non assouvies en leur totalité »
Raoul Vaneigem*

Guillaume Faburel,
Indécence Urbaine Pour un nouveau pacte avec le vivant, 2023 (extrait)

RÉPONSES DU GRAND QUIZZ DU PHOTOVOLTAÏQUE

• Question 1 : Y a-t-il un impact significatif des centrales Photovoltaïques (PV) au sol sur la biodiversité ? Réponse : OUI

Références : (1) p 8, 9, 47 et 60 à 68, (2)

• Question 2 : Les centrales au sol ont-elles comme conséquence une artificialisation des sols ? Réponse : OUI

Références : (4) (pour la définition de l'artificialisation). (1) p 39, 60 et 61 ; (3) p 7 à 10

• Question 3 : Est-il possible de réaliser les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) uniquement sur les toitures et les zones déjà artificialisées ? Réponse : OUI

Références : (5) 2023 p 7, 8 et 10 ; (1) p 10 ; (6) p 6 et 7 ; (7) p 58

• Question 4 : La filière respecte-t-elle la loi concernant les demandes d'autorisation de destruction d'espèces protégées ? Réponse : NON

Références : (1) p 34 ;

Mémoire du CNPN en réponse au SER du 27 novembre 2024 p 12 et 13

• Question 5 : L'Etat contrôle-t-il effectivement le respect de la loi ? Réponse : NON

Références :

(1) p 32 et 38

• Question 6 : Les milieux naturels, agricoles et forestiers sont-ils réellement menacés par le développement du photovoltaïque ? Réponse : OUI

Références : (1) p 41 à 43 ; (6) p 10 et 11

• Question 7 : Les études initiales concernant la biodiversité sont-elles faites avec honnêteté et sérieux ? Réponse : NON

Références : (1) p 33, p 71 à 73 ; (6) p 9

• Question 8 : L' « agrivoltaïsme » est compatible avec l'agriculture paysanne et les intérêts des agriculteurs ? Réponse : FAUX

Références : (8) p 4 à 8

• Question 9 : L' « agrivoltaïsme » permet d'améliorer les rendements agricoles Réponse : FAUX Références : (8) p 4 à 8

• Question 10 : Les installations « agrivoltaïques sont une solution face au changement climatique. Réponse: FAUX Références : (8) p 4 à 8

Documents de référence (tous disponibles sur la toile):

(1) Autosaisine du CNPN 19 juin 2024 sur la « Politique de déploiement du photovoltaïque et ses impacts sur la biodiversité »

(2) Centrales photovoltaïques et biodiversité. Marx Geoffroy. LPO octobre 2022

(3) Sols et énergie solaire photovoltaïque. ADEME juin 2023

(4) Loi Climat et résilience du 22 août 2021, INSEE fiche 2022

(5) Le solaire photovoltaïque en France. CNRS 14 septembre 2023

(6) Mémoire du CNPN en réponse au SER du 27 novembre 2024

(7) Evaluation du gisement relatif aux zones délaissées et artificialisées propices à l'implantation de centrales photovoltaïques. ADEME avril 2019

(8) Nous ne tomberons pas dans le panneau de l'agrivoltaïsme !

Confédération paysanne octobre 2023, 8 p

Autres documents :

Rapport d'atelier GIEC/IPBES du 10 juin 2021.

Transitions 2050. ADEME. Edition 2024



Quizz d'après F. Malvaud (questions 1 à 8)
et la Confédération Paysanne (questions 9 et 10)

